NOUVEAU

Immigration : «nos sociétés ont atteint un point de rupture»

Un campement de migrants s'est installé quai d'Austerlitz à Paris. - Crédits photo : François BOUCHON/Le Figaro

Vox Societe (http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)
Publié le 17/06/2015 à 16h15

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le ministre de l'Intérieur a proposé ce mercredi un plan faire face à la crise migratoire après avoir refusé l'entrée sur le territoire français de 200 clandestins. Pour Thierry Baudet, il faut une politique d'asile basée sur le modèle australien.

Hollandais, Thierry Baudet enseigne le droit public à l'Université de Leyde. Il vient de publier ***Indispensables frontières. Pourquoi le supranationalisme et le multiculturalisme détruisent la démocratie (http://www.editionsdutoucan.fr/actualites/indispensables-frontieres-thierry-baudet-point-cette-semaine#.VTZpaCHtlBc)****aux éditions du Toucan.*

Depuis jeudi, de 200 à 250 migrants souhaitant entrer en France en sont empêchés par un cordon de gendarmes français qui leur barre la route. Que révèlent l'afflux de clandestins et les difficultés des pouvoirs publics à faire face à cette situation?

Cela montre que les frontières ouvertes ne sont plus tenables. Pour la seule année dernière, environ 170.000 personnes originaires d'Afrique du Nord sont arrivées illégalement sur les côtes de Lampedusa. Seules 70.000 d'entre elles ont demandé l'asile en Italie -les autres se déplaçant via Catane et Milan vers le reste de l'Europe. En l'absence de contrôles aux frontières, rien ne peut les arrêter. L'énorme flux d'immigrants illégaux et l'incapacité italienne à les retenir rendent impossible pour le reste de l'Europe l'absence des contrôles aux frontières.

«Nous devons réaliser que la seule solution soutenable est d'adopter le modèle australien: aucun statut de réfugié ne peut être accordé à ceux qui arrivent de façon illégale par la mer.»

Nous devons réaliser que la seule solution soutenable est d'adopter le modèle australien: aucun statut de réfugié ne peut être accordé à ceux qui arrivent de façon illégale par la mer. Nous devrions adopter une politique d'asile sur la base de notre propre invitation, pas en fonction des entrées. Cela restaurera notre autonomie, fera cesser l'industrie de la “traite des réfugiés” et permettra d'éviter à ces nouveaux boat-people de perdre la vie dans des taversées hautement périlleuses. C'est seulement en adoptant une politique de ce type que nous pourrons arrêter le flot actuel.

Dans votre livre, *Indispensables frontières*, vous incriminez l'Europe et l'espace Schengen. Mais étant donné l'ampleur du problème, l'Europe n'est-elle pas seule à pouvoir y répondre?

Tout d'abord: il est essentiel de faire la distinction entre «l'Europe» et l'«UE». L'UE n'est pas «l'Europe» et se considérer comme «européen» ou même «pro-Europe» ne signifie pas être pro-UE. À mon avis, il est même impossible d'être à la fois pour l'Europe et pour l'UE qui est une organisation profondément anti-européenne,

hostile à toutes les caractéristiques essentielles de notre continent que sont la démocratie, l'identité nationale, la libre entreprise, la transparence, la reddition de comptes. Confondre l'un (l'Europe) avec l'autre (UE) est donc une grande erreur intellectuelle.

Retour à votre question. Non, je ne pense pas que l'UE est «la seule» chose qui peut «répondre» au problème actuel. Au contraire, l'UE est même la cause du problème. Pour commencer, les accords de Schengen, on le voit, empêchent les États membres de prendre les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences les plus immédiates de la situation actuelle et le nombre d'immigrants illégaux qui passent à travers nos frontières est de plus en plus massif. Deuxièmement, la Cour européenne des droits de l'homme, par le biais des règles de Dublin (et des décisions connexes), oblige les États membres à étudier toutes les demandes d'asile. Cela n'a pas manqué de créer un effet d'appel dans les pays d'émigration. Troisièmement, l'UE cherche jalousement à être le seul pilote de toutes les initiatives militaires visant à neutraliser les passeurs alors que, de toute évidence, elle manque à la fois de la capacité et de la légitimité pour une telle action. L'UE empêche ainsi les États de répondre de manière adéquate et résolue.

«Je ne pense pas que l'UE est «la seule» chose qui peut «répondre» au problème actuel. Au contraire, l'UE est même la cause du problème.»

Vous écrivez, «En raison de l'immigration de masse et des aspirations politiques naturelles des musulmans devenus très nombreux, nous prenons le risque d'un retour à l'état de guerre civile paneuropéenne». N'est-ce pas un peu exagéré?

Non, le risque est réel. Il ya des limites à ce que les sociétés peuvent absorber. Assez tristement, l'«intégration» est en grande partie un mythe, une notion dont tout le monde parle, mais qui ne se produit plus dans la réalité, du moins pas en masse. Beaucoup d'immigrants de deuxième et de troisième génération se sentent encore moins attachés aux pays qui les ont accueillis et nourris que leurs parents ou grands-parents. Les taux de criminalité sont scandaleusement élevés parmi ces

groupes, le succès scolaire très faible et la dépendance aux transferts sociaux disproportionnellement importante. L'islam est en progression, l'antisémitisme et l'anti-occidentalisme aussi.

«Il ya des limites à ce que les sociétés peuvent absorber. Assez tristement, l'«intégration» est en grande partie un mythe, une notion dont tout le monde parle, mais qui ne se produit plus dans la réalité, du moins pas en masse.»

Nous sommes dans un conflit de basse intensité permanente. Les élites peuvent encore largement échapper aux conséquences de leurs politiques (des flux entrants massifs d'immigrés extra-européens au coeur des communautés qu'ils étaient censés de protéger) en vivant dans les quartiers huppés, en envoyant leurs enfants dans des écoles protégées tout en jouissant de leur retraite dans des résidences privées. Dans les années à venir, on observera inéluctablement plus de polarisation, plus de méfiance, plus d'animosité. Violence et terrorisme auront une incidence sur toutes les couches de la société. La stabilité est l'illusion de tous les âges, et pour des raisons évidentes, nous préférons tous être optimistes, croire qu'in fine le mode de vie libéral, chrétien (ou post-chrétien) prévaudra, que les nouveaux arrivants seront simplement assimilés et que tout ira bien. Mais en réalité, nos sociétés ont atteint un point de rupture.

Nous vivons dans un apartheid de facto. Les populations autochtones prétendent ne pas voir, ou même apprécier, la dilution de leur culture nationale; elles font semblant de ne pas voir, ou d'apprécier, la transformation de leurs rues, les mosquées qui surgissent, les écoles, les hôpitaux et les systèmes sociaux qui s'effondrent. Mais, pour l'essentiel, cette «tolérance» indigène est un énorme mensonge comme l'est désormais l'«intégration» supposée des immigrants. Et en attendant , les gens votent avec leurs pieds.

Nous assistons à un grand spectacle théâtral et plus vite qu'on ne le croit, le rideau va tomber. Quand cela arrivera, les choses deviendront très rudes et désagréables. Voilà ce que la gauche a favorisé dans nos pays, accéléré par l'UE et ses frontières grandes ouvertes. Cela doit cesser de toute urgence si nous voulons maintenir la paix sociale, la démocratie et la primauté du droit.

(http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio)
Alexandre Devecchio (http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio)
Suivre (http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/813250312422455963673691274350 13/2540921)
Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @ (https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio